

Dépêche AEF : Grève du 5 décembre : J-M Blanquer prévoit un taux de grévistes de 55 % dans le 1er degré, "de 30 à 50 %" dans le 2nd

6-8 minutes

Alors que des syndicats prévoient un taux de grève de 70 % dans le 1er degré le 5 décembre pour la mobilisation contre la réforme des retraites, Jean-Michel Blanquer indique, le 4 décembre 2019, que le ministère estime ce taux à "55 % dans le 1er degré et entre 30 et 50 % dans le 2nd". Par ailleurs, Jean-Michel Blanquer assure qu'il "n'y aura pas de baisse des pensions de retraite pour les enseignants" mais que "la question de l'âge de départ sera précisée". Il confirme également vouloir un "rattrapage" sur les primes et "regarder le contrat social" avec les enseignants.



Jean-Michel Blanquer, le 4 décembre 2019, à la veille de la grève des enseignants contre la réforme des retraites AEF - Erwin Canard

55 % dans le premier degré, entre 30 et 50 % dans le second : voici les prévisions du taux de grévistes chez les enseignants pour la journée de mobilisation contre la réforme des retraites, ce jeudi 5 décembre 2019, selon Jean-Michel Blanquer. Des chiffres "comparables" à la mobilisation contre la réforme des retraites de

1995, selon lui. En comparaison, la grève contre la loi "Blanquer du 4 avril 2019 n'avait rassemblé que 9 % des enseignants ([lire sur AEF info](#)).

Le ministre de l'Éducation nationale a rencontré les services académiques du rectorat de Paris, mercredi 4 décembre, afin de faire un "point sur la situation" à la veille de cette grève soutenue par la quasi-totalité des syndicats de l'Éducation nationale ([lire sur AEF info](#)).

À Paris, plus de 600 écoles fortement touchées par la grève sur 652

Plus précisément, selon le ministre, dans le 1^{er} degré, les taux de grévistes oscilleront, selon les académies, entre 35 et 78 %, quand les syndicats prévoient eux un taux national de 70 % ([lire sur AEF info](#)). Les académies au taux de grévistes le plus important devraient être, selon le ministère, Rennes, Montpellier, Créteil et Versailles quand, au contraire, il devrait être le plus faible dans les académies de Grenoble et Reims. Mais la situation la plus difficile sera sans doute à Paris.

Selon les chiffres du rectorat, sur les 652 écoles de la ville, environ 300 seront fermées et environ 300 autres seront "impactées" avec des taux de grévistes variables. "Moins de 50 écoles" auront, elles, un taux de grévistes inférieur à 25 % et connaîtront peu de difficultés.

Un des points noirs, à Paris, est le peu de "SMA" (service minimum d'accueil) : seules trois écoles - sur 652 - bénéficieront des services de la ville pour assurer le SMA qui doit se mettre en place, normalement, lorsque le taux de gréviste est supérieur à 25 %. "La situation n'est pas normale", souligne Jean-Michel Blanquer qui prévoyait d'appeler sur ce sujet la maire de Paris, Anne Hidalgo.

Concernant les collèges et lycées à Paris, aucun ne devrait être fermé le 5 décembre, selon le rectorat (1), même si des situations pourraient être compliquées en raison notamment de la mobilisation des lycéens (voir encadré). Les inspecteurs seront notamment mobilisés dans les établissements les plus touchés afin, notamment, d'assurer la sécurité.

l'âge de départ à la retraite repoussé ?

Au niveau national, selon Jean-Michel Blanquer, 70 % des écoles

devraient connaître un taux de grévistes supérieur à 25 % et seront donc fermées ou œuvreront avec le SMA. "Chaque académie indiquera sur son site quelles écoles sont fermées ou ouvertes", précise-t-il.

Si Jean-Michel Blanquer reconnaît que ces chiffres sont "importants", il estime que l'essentiel "est que le travail reprenne ensuite. Je comprends que des personnes veulent faire passer un message, mais j'ai tenté de les rassurer, notamment avec une lettre que je leur ai adressée hier expliquant qu'il n'y aura pas de baisse des pensions de retraite". Et le ministre de renvoyer à la semaine du 9 décembre durant laquelle le Haut-commissaire aux retraites, Jean-Paul Delevoye, et le Premier ministre, Édouard Philippe, préciseront la réforme, alors qu'une autre journée de mobilisation est prévue le 10 décembre.

Il a néanmoins laissé entendre que l'âge de départ à la retraite pourrait être repoussé. "Il y a trois leviers lorsque l'on réforme les retraites : les cotisations, les pensions et l'âge de départ. Or, on ne souhaite ni augmenter les cotisations ni diminuer les pensions. On voit donc bien que c'est la question de l'âge qui est importante et qui sera précisée."

"L'occasion d'une réflexion profonde" sur le métier enseignant

Interrogé sur la revalorisation des rémunérations des enseignants ([lire sur AEF info](#)), en particulier sur le fait qu'Emmanuel Macron ait repoussé l'idée d'une revalorisation immédiate du fait de son coût ([lire sur AEF info](#)), Jean-Michel Blanquer évoque une "base pluriannuelle". Le président de la République ayant également indiqué vouloir repenser le "pacte social" avec les enseignants, le ministre souligne : "Quand on fait une réforme structurelle comme celle des retraites, on regarde le contrat social. C'est notamment l'occasion d'une réflexion très profonde sur les ressources humaines".

Questionné en outre par AEF info sur la nature que prendrait cette revalorisation (indiciaire ou indemnitaire, par exemple), Jean-Michel Blanquer explique que "le retard des enseignants par rapport à d'autres corps de fonctionnaires se situe sur les primes. C'est notamment sur ce sujet-là que l'on doit faire un rattrapage". Sans préciser, pour l'heure, si les primes seront conditionnées à des missions ou fonctions ou non.

Selon les informations d'AEF info, l'objectif pourrait être de rapprocher le niveau de primes actuel des enseignants (qui représentent environ 10 % du salaire) de celui des attachés d'administration, pour qui les primes représentent environ 45 % du salaire.

Plusieurs lycées bloqués en région parisienne, selon l'UNL

Une des craintes du ministère de l'Éducation nationale est la mobilisation des lycéens. Selon l'UNL, ce 4 décembre 2019, "de nombreuses actions de blocus ont eu lieu, notamment devant les établissements de région parisienne. Une dizaine de lycées étaient mobilisés à Paris ainsi que plusieurs établissements à Montreuil (93) ou encore dans le 77 et le 92". L'organisation lycéenne dénonce par ailleurs "une forte répression policière, des élèves gazés et arrêtés".